

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

21 novembre 2019

PROPOSITION DE LOI

**modifiant le Code pénal en vue d'élargir
à toutes les infractions terroristes
la liste des infractions entrant
en ligne de compte pour la mise
à la disposition facultative du tribunal
de l'application des peines**

(déposée par Mme Meryame Kitir et
M. John Crombez)

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

21 november 2019

WETSVOORSTEL

**tot wijziging van het Strafwetboek
met het oog op de uitbreiding van de lijst
met misdrijven die in aanmerking komen
voor de facultatieve terbeschikkingstelling
van de strafuitvoeringsrechtbank
tot alle terrorismemisdrijven**

(ingediend door mevrouw Meryame Kitir en
de heer John Crombez)

RÉSUMÉ

Cette proposition de loi vise, conformément aux recommandations de la commission d'enquête sur les attentats du 22 mars 2016, à élargir la liste des infractions entrant en ligne de compte pour la mise à la disposition facultative du tribunal de l'application des peines à toutes les infractions terroristes.

SAMENVATTING

Dit wetsvoorstel beoogt, conform de aanbevelingen van onderzoekscommissie naar de aanslagen van 22 maart 2016, de lijst met misdrijven die in aanmerking komen voor de facultatieve terbeschikkingstelling van de strafuitvoeringsrechtbank uit te breiden tot alle terrorismemisdrijven.

N-VA	: Nieuw-Vlaamse Alliantie
Ecolo-Groen	: Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen
PS	: Parti Socialiste
VB	: Vlaams Belang
MR	: Mouvement Réformateur
CD&V	: Christen-Democratisch en Vlaams
PVDA-PTB	: Partij van de Arbeid van België – Parti du Travail de Belgique
Open Vld	: Open Vlaamse liberalen en democraten
sp.a	: socialistische partij anders
cdH	: centre démocrate Humaniste
DéFI	: Démocrate Fédéraliste Indépendant
INDEP-ONAFH	: Indépendant - Onafhankelijk

Abréviations dans la numérotation des publications:		Afkorting bij de numering van de publicaties:	
DOC 55 0000/000	Document de la 55 ^e législature, suivi du numéro de base et numéro de suivi	DOC 55 0000/000	Parlementair document van de 55 ^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA	Questions et Réponses écrites	QRVA	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV	Version provisoire du Compte Rendu Intégral	CRIV	Voorlopige versie van het Integraal Verslag
CRABV	Compte Rendu Analytique	CRABV	Beknopt Verslag
CRIV	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes)	CRIV	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen)
PLEN	Séance plénière	PLEN	Plenum
COM	Réunion de commission	COM	Commissievergadering
MOT	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	MOT	Moties tot besluit van interpellaties (beigekleurig papier)

DÉVELOPPEMENTS

MESDAMES, MESSIEURS,

La présente proposition reprend le texte de la proposition DOC 54 3280/001.

Dans le cadre de la lutte contre le terrorisme et la radicalisation, la commission d'enquête sur les attentats du 22 mars 2016 a formulé une série de recommandations. La présente proposition de loi vise à traduire dans la législation la recommandation relative à la mise à la disposition du tribunal de l'application des peines (ci-après MDTAP).

La loi du 26 avril 2007 a remplacé la mise à la disposition du gouvernement (MDG) par la mise à la disposition du tribunal de l'application des peines (MDTAP). Cette loi est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2012 et a apporté trois modifications majeures:

1) la mise à la disposition relève du pouvoir judiciaire et non plus de l'exécutif;

2) la mise à la disposition n'est plus une mesure de sûreté, mais une peine complémentaire prononcée par le juge du fond au moment de la condamnation;

3) relèvent désormais du champ d'application, qui a été sensiblement élargi, également les délinquants qui commettent des infractions tellement odieuses et qui dénotent, dans le chef de l'auteur, un mépris tel des valeurs essentielles de la vie humaine qu'il est légitime de penser que l'auteur représente une menace majeure et permanente pour la société. À cet effet, le législateur a prévu une liste limitative d'infractions pour lesquelles la MDTAP doit être prononcée (article 34^{ter} du Code pénal) et une liste limitative d'infractions pour lesquelles la MDTAP peut être prononcée (article 34^{quater} du même Code). Dans les deux cas, la durée minimum s'élève à cinq ans et la durée maximum, à quinze ans.

Il convient chaque fois de distinguer, tant pour la MDTAP obligatoire que pour la MDTAP facultative, deux types de situation, à savoir les situations qui sont d'une gravité telle en raison de la répétition des faits et les situations qui sont d'une gravité telle en raison de l'importance des faits que les auteurs constituent une menace sérieuse et constante pour la société. En effet, d'aucuns craignent, à juste titre, que ces catégories d'auteurs ne pourront pas être réinsérés dans notre société, même après avoir purgé leur peine.

TOELICHTING

DAMES EN HEREN,

Dit voorstel neemt de tekst over van voorstel DOC 54 3280/001.

De onderzoekscommissie naar de aanslagen van 22 maart 2016 heeft een reeks aanbevelingen gedaan in de strijd tegen terrorisme en radicalisering. Dit wetsvoorstel beoogt de aanbeveling met betrekking tot de terbeschikkingstelling van de strafuitvoeringsrechtsbank (hierna TBS) om te zetten in wetgeving.

Bij de wet van 26 april 2007 werd de terbeschikkingstelling van de regering (TBR) vervangen door de terbeschikkingstelling van de strafuitvoeringsrechtsbank (TBS). De wet van 26 april 2007 is in werking getreden op 1 januari 2012 en bracht drie grote wijzigingen met zich mee:

1) de rechterlijke macht en niet langer de uitvoerende macht beslist over de terbeschikkingstelling;

2) de terbeschikkingstelling is geen beveiligingsmaatregel meer, maar wel een bijkomende straf die wordt uitgesproken op het moment van de veroordeling door de rechter ten gronde;

3) onder het toepassingsgebied, dat gevoelig is uitgebreid, vallen voortaan ook delinquenten die misdrijven plegen die dermate afschuwelijk zijn en wijzen op een zodanige minachting voor de essentiële waarden van het menselijk leven door de dader dat de daders een belangrijke en voortdurende dreiging betekenen voor de maatschappij. Hiervoor ging de wetgever werken met een limitatieve lijst van misdrijven waarvoor de TBS moet worden opgelegd (artikel 34^{ter} Sw) en een limitatieve lijst waarvoor de TBS kan worden opgelegd (artikel 34^{quater} Sw). Zowel bij de limitatieve als bij de facultatieve TBS is de minimumduur vijf jaar en de maximumduur vijftien jaar.

Zowel bij de verplichte als bij de facultatieve TBS zijn er telkens twee situaties te onderscheiden, namelijk de situaties die dusdanig ernstig zijn door het herhalen van de feiten en de situaties die dusdanig ernstig zijn wegens de bijzondere zwaarwichtigheid dat de daders een belangrijke en voortdurende dreiging betekenen voor de maatschappij. Er is immers de terechte vrees dat deze categorieën van daders ook na het uitzitten van hun straf niet weer zomaar kunnen gere-integreerd worden in onze samenleving.

Lorsqu'une mise à disposition est infligée comme une sanction supplémentaire, le tribunal d'application des peines évalue donc à la fin de la peine, ou, si l'intéressé avait déjà été mis en liberté conditionnelle, à la fin du délai d'épreuve, le risque que l'intéressé commette de nouvelles infractions graves portant atteinte à l'intégrité physique ou psychique de tiers. En fonction de cette évaluation, le tribunal d'application des peines continuera de priver l'intéressé de liberté ou bien le mettra en liberté sous surveillance. Cette procédure permet d'éviter de réintroduire des "bombes à retardement" dans la société.

Les auteurs d'infractions terroristes doivent incontestablement être considérés comme des délinquants représentant une menace sérieuse et constante pour notre société. Force est toutefois de constater qu'aux termes de la législation actuelle, seuls les auteurs d'infractions terroristes ayant entraîné la mort sont mis à la disposition du tribunal d'application des peines. Cependant, les auteurs d'infractions terroristes n'ayant pas entraîné la mort ou les individus qui participent à une activité d'un groupe terroriste ou qui ont fourni des moyens en vue de la commission d'une infraction terroriste ne peuvent pas être mis à la disposition du tribunal d'application des peines.

La commission d'enquête sur les attentats du 22 mars 2018 avait, à juste titre, recommandé que "soit permise une mise à la disposition du tribunal de l'application des peines en cas de condamnation d'une personne qui participe à une activité d'un groupe terroriste (article 140 du Code pénal), ou qui a fourni des moyens en vue de la commission d'une infraction terroriste (article 141 du Code pénal), il conviendra d'ajouter ces articles à l'énumération de la loi."

La présente proposition reprend cette recommandation, tout en précisant expressément que le juge de fond peut également prononcer la mise à la disposition pour des condamnations en vertu de l'article 137 si l'infraction n'a pas occasionné la mort. On évite ainsi toute possibilité de discussion, compte tenu de la formulation de l'article 34ter, 3°, du Code pénal: "3° les condamnations à une peine privative de liberté d'au moins cinq ans sur la base des articles 137, si l'infraction a occasionné la mort, 376, alinéa 1^{er}, 417ter, alinéa 3, 2°, et 428, § 5."

La présente proposition de loi prévoit uniquement la possibilité de continuer à tenir à l'œil les futurs délinquants terroristes, même lorsqu'ils ont purgé leur peine. La proposition n'offre dès lors aucune solution pour les délinquants terroristes qui ont déjà été condamnés et qui sont en train de purger leur peine, ni pour les délinquants qui ont déjà été condamnés pour d'autres faits

Wanneer terbeschikkingstelling als bijkomende sanctie wordt opgelegd, oordeelt de strafuitvoeringsrechtbank dus op het einde van de straf, of, wanneer de betrokkene reeds voorwaardelijk in vrijheid zou zijn gesteld, op het einde van de proeftermijn, over het risico dat de betrokkene opnieuw ernstige strafbare feiten zou plegen, die de fysieke of psychische integriteit van derden aantasten. Naargelang die beoordeling zal de strafuitvoeringsrechtbank de betrokkene verder van zijn vrijheid beroven dan wel de betrokkene in vrijheid onder toezicht stellen. Op die manier wordt de samenleving dus behoed van de re-integratie van "tikkende tijdbommen".

Dat daders van terrorismemisdrijven moeten beschouwd worden als delinquenten die een belangrijke en voortdurende dreiging vormen voor onze samenleving staat buiten kijf. Er moet echter worden vastgesteld dat volgens de huidige bepalingen enkel daders van terrorismemisdrijven die tot de dood geleid hebben ter beschikking gesteld worden van de strafuitvoeringsrechtbank. Daders van terrorismemisdrijven die niet tot de dood geleid hebben of zij die deelnemen aan een activiteit van een terroristische groep of middelen hebben verstrekt met het oog op het plegen van een terroristisch misdrijf kunnen echter niet ter beschikking gesteld worden van de strafuitvoeringsrechtbank.

Terecht kwam de onderzoekscommissie naar de aanslagen van 22 maart 2018 dan ook tot de aanbeveling dat "een terbeschikkingstelling van de strafuitvoeringsrechtbank mogelijk moet zijn in geval van een veroordeling van een persoon die deelneemt aan een activiteit van een terroristische groep (artikel 140 Sw) of die middelen heeft versterkt met het oog op het plegen van een terroristisch misdrijf (artikel 141 Sw); deze artikelen dienen aan de in de wet vervatte opsomming te worden toegevoegd."

Dit voorstel neemt deze aanbeveling over, maar stelt uitdrukkelijk dat de rechter ten gronde ook voor veroordelingen op grond van artikel 137 ingeval die niet de dood hebben veroorzaakt de terbeschikkingstelling kan uitspreken. Dit om iedere mogelijke discussie hieromtrent te vermijden gezien de bewoordingen van artikel 34ter, 3°, Sw: "De veroordelingen tot een vrijheidsstraf van minstens vijf jaar op grond van de artikelen 137, ingeval dit de dood heeft veroorzaakt, 376, eerste lid, 417ter, derde lid, 2°, en 428, § 5."

Dit voorstel voorziet enkel in de mogelijkheid om toekomstige terrorismedelinquenten ook na het uitzitten van de straf verder op de radar te houden. Bijgevolg biedt het voorstel geen oplossing voor terrorismedelinquenten die reeds veroordeeld zijn en hun straf op dit moment uitzitten, noch voor delinquenten die reeds veroordeeld zijn voor andere feiten dan terrorisme maar die tijdens het uitzitten

que le terrorisme, mais qui se sont radicalisés durant leur incarcération et risqueraient ainsi de devenir des auteurs potentiels d'infractions terroristes. Nous soulignons par conséquent que la présente proposition s'inscrit dans un ensemble de mesures légales à prendre de manière à pouvoir appliquer également à ces deux dernières catégories un système de mise à disposition, dans le respect des libertés garanties par la Constitution et par la Convention européenne des droits de l'homme.

van hun straf geradicaliseerd zijn en hierdoor potentiële daders van terrorismemisdrijven zouden kunnen zijn. Wij benadrukken dan ook dat dit voorstel kadert in een geheel van wettelijke maatregelen dat dient genomen te worden zodat ook voor die laatste twee categorieën met inachtneming van de door de Grondwet en door het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens gegarandeerde vrijheden een systeem van terbeschikkingstelling van toepassing kan zijn.

Meryame KITIR (sp.a)
John CROMBEZ (sp.a)

PROPOSITION DE LOI**Article 1^{er}**

La présente loi règle une matière visée à l'article 74 de la Constitution.

Art. 2

Dans l'article 34^{quater} du Code pénal, inséré par la loi du 26 avril 2007 et modifié en dernier lieu par la loi du 1^{er} février 2016, dans le 2°, les mots "137, si l'infraction n'a pas occasionné la mort, 140, 140^{bis}, 140^{ter}, 140^{quater}, 140^{quinqüies}, 140^{sexies}, 141," sont insérés entre le mot "136^{septies}," et les mots "347^{bis}, § 4, 1°, *in fine*".

26 septembre 2019

WETSVOORSTEL**Artikel 1**

Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 74 van de Grondwet.

Art. 2

In artikel 34^{quater} van het Strafwetboek, ingevoegd bij de wet 26 april 2007 en laatstelijk gewijzigd bij de wet van 1 februari 2016, worden in de bepaling onder 2° de woorden "137, ingeval dit niet de dood heeft veroorzaakt, 140, 140^{bis}, 140^{ter}, 140^{quater}, 140^{quinqüies}, 140^{sexies}, 141" ingevoegd tussen het woord "136^{septies}" en de woorden "347^{bis}, § 4, 1° *in fine*".

26 september 2019

Meryame KITIR (sp.a)
John CROMBEZ (sp.a)